



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 29'304
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.216
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 6
Fläche: 80'743 mm²

Votations du 5 juin

Guerre stratégique autour des milliards de la route



KEYSTONE/PETER KLAUNZER

«Pour éviter un débat biaisé, il serait plus sain de déplacer le débat sur FORTA»

Dominique de Buman (PDC/FR)



KEYSTONE/PETER KLAUNZER

«En refusant le financement, l'UDC fait croire que le fonds routier n'est pas acquis»

Hugues Hiltbold (PLR/GE)



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 29'304
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.216
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 6
Fläche: 80'743 mm²

Pris en otage par la gauche et les partisans de l'initiative «vache à lait», le fonds routier risque le naufrage en plénum

Florent Quiquerez Berne

Le futur fonds routier (FORTA) est devenu l'otage d'un jeu politique en vue des prochaines votations. Alors qu'il est réclamé de toutes parts, il a été rejeté lundi par la majorité de la Commission des transports du National. Dans une campagne tendue autour de l'initiative «vache à lait» et des milliards générés par la route, c'est une alliance contre nature de la gauche et de l'UDC qui a fait capoter le projet. Au lendemain de ce coup de théâtre, le centre droit - qui avait trouvé un compromis aux Etats - tente de sauver le projet en plénum.

Pour comprendre cette décision, il faut savoir que FORTA est régulièrement mis en avant par les opposants à l'initiative «vache à lait». Ils en font une sorte de contre-projet puisqu'il assure les montants nécessaires à la route. «En refusant le financement de FORTA, l'UDC fait croire que ce fonds routier n'est pas acquis», explique Hugues Hiltbold (PLR/GE), membre de la Commission. Il ne croit pas si bien dire. A peine la décision tombée, le comité jubilait. Dans un communiqué, il avertit que le financement de FORTA est contesté, et que seul un oui à leur texte peut le sauver. Une stratégie que Manfred Buhler (UDC/BE) n'a aucun mal à défendre. «Nous sommes favorables au fonds, mais nous nous opposons au modèle de financement. Pour nous, la vraie solution, c'est ce que demande l'initiative.»

Alliance contre nature

Pour réussir son coup, l'UDC avait besoin d'un allié de circonstance. Et c'est à gauche qu'il est allé prospecter, en profitant des réticences du PS et des Verts à soutenir la route. «Durant les discussions, la majorité bourgeoise a durci le ton pour distribuer toujours plus d'argent à la route. On a avalé couleuvre sur couleuvre», raconte Jacques-André Maire (PS/NE) pour expliquer le rejet de FORTA par son groupe. «Le compromis trouvé par les Etats était déjà une «demi-vache à lait». Là, on a assisté à une véritable provocation.»

Mais le jeu comporte des risques. En cause, le calendrier. Le débat sur FORTA au National est prévu le 2 juin, soit trois jours avant les votations. Que se passera-t-il en plénum? Dans la dernière ligne droite du scrutin, l'UDC ne pourra pas publiquement retourner sa veste et accepter le fonds. «C'est une épée de Damoclès qui pèse désormais sur tout le projet», reconnaît Hugues Hiltbold. Le Genevois en veut d'ailleurs au Conseil fédéral qui aurait dû repousser la votation en septembre, bien après les discussions sur FORTA, afin que les décisions soient prises de façon sereine.

Changement de date

L'embarras gagne aussi le Parti socialiste. Jacques-André Maire reconnaît que son parti est pris en tenaille. «Si le PS décide d'entrer en matière en plénum pour sauver le projet, il perdrait une part de sa crédibilité; mais si le fonds est rejeté, les initiants auront un bel argument à faire valoir à trois jours du scrutin.» L'UDC, n'a-t-elle pas l'impression de prendre en otage le parlement et par là même la population? «Il faut être logique, c'est le Conseil fédéral qui a fixé le calendrier des votations.

L'UDC ne fait qu'adapter sa stratégie. D'ailleurs l'ordre du jour du parlement n'est pas définitif, je pense que le bureau serait bien inspiré de revoir son programme», suggère Manfred Buhler.

«C'est l'hôpital qui se fout de la charité», répond d'abord Dominique de Buman (PDC/FR). En tant que deuxième vice-président du Conseil national, le Fribourgeois siège au bureau. Se ravisant, il se rend bien compte que «pour éviter un débat biaisé par des chantages, il serait plus sain de déplacer l'objet». La question devrait être abordée le 13 mai lors de la prochaine réunion du bureau.

Reste à voir si cette affaire peut vraiment bouleverser la donne le 5 juin. Car l'argument massif des opposants à «vache à lait» n'est pas le financement des routes, mais bien le manque à gagner que l'initiative engendrerait, soit un milliard et demi.

De quoi on parle

FORTA Acronyme utilisé pour le futur fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération. L'idée de la Confédération est de mettre en place un fonds alimenté par différentes sources de financement pour assurer à long terme la construction et l'entretien du réseau. C'est le pendant routier du FAIF, le fonds d'infrastructure ferroviaire.

«Vache à lait» Nom donné à l'initiative «Pour un financement équitable des transports». Lancé par les milieux routiers et soutenu notamment par l'UDC, le texte sera soumis en votation le 5 juin. Il demande que l'entier des taxes liées à la route revienne à la route. Les initiants estiment que les automobilistes sont «les vaches à lait» de la Suisse. **F.QZ**

Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 29'304
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 999.216
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 6
Fläche: 80'743 mm²

«C'est une gesticulation politique»

● Vous êtes à l'origine du compromis FORTA aux Etats, comment analysez-vous cette décision de commission?

Je la regrette, mais je la vois surtout comme une gesticulation politique qui réveille la guerre de la route contre le rail. C'est une vision à court terme aussi bien de la gauche que de l'UDC.

Vous craignez pour l'avenir de FORTA?

Je reste confiant. Je dirais qu'on a touché un pilier de la structure du projet, mais que la maison tient toujours. Si on regarde de plus près cette décision, c'est uniquement une partie du financement qui est rejetée, mais le principe du fonds routier reste soutenu. On a trouvé au



Olivier Français
(PLR/VD)
Président
de la Commission
des transports

Conseil des Etats un bon compromis, en intégrant une partie des revendications des initiants et les besoins des cantons. Je pense que le plénum peut encore corriger cette décision.

Est-ce un tournant dans la campagne de «vache à lait»?

Je parlerai plutôt d'un épiphénomène qui ne sert qu'à détourner l'attention. Il faut désormais se concentrer sur l'initiative. Elle entraînerait un manque à gagner de 1 milliard et demi pour les

caisses de la Confédération avec des coupes dans plusieurs secteurs, comme l'agriculture et la formation. De plus, on perdrait le financement des projets des agglomérations. Rejeter cette initiative, c'est ça notre priorité.

Il aurait mieux fallu coupler les deux objets...

C'est ce que je demande depuis le début et le Conseil national a refusé, en 2015, ma proposition à 2 voix près! On voit bien que la thématique est identique. Ou alors, on aurait dû dissocier complètement les deux objets, pour que la décision sur FORTA tombe bien avant le vote sur l'initiative. Dans les deux cas, le message aurait été beaucoup plus clair pour la population.